

Les produits des colonies israéliennes « sont les bienvenus » en Europe, affirme un envoyé de l'UE à Tel Aviv

Ali Abunimah – The Electronic Infifada – 28 mars 2016



L'envoyé de l'UE, Lars Faaborg-Andersen, à Tel Aviv (via Facebook)

Le haut diplomate de l'Union européenne envoyé à Tel Aviv a encouragé la vente des produits fabriqués dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Prenant la parole à Jérusalem lundi, l'ambassadeur de l'UE, Lars Faaborg-Andersen, y déclare que « *les produits des colonies sont les bienvenus sur le marché de l'UE* ».

Faborg-Andersen tient ces propos lors d'une conférence dont l'objectif est de mettre un arrêt au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui soutient les droits des Palestiniens, conférence parrainée par les publications israéliennes *Yediot Ahronot* et *Ynet*.

« Permettez-moi de vous dire quelque chose qui est clair à 100 % : l'Union européenne est contre le BDS », affirme Faaborg-Andersen. « Notre politique est totalement opposée au BDS, notre politique est une politique d'engagement avec Israël ».

L'émissaire, qui dirige la délégation de l'UE en Israël, avait ignoré les appels des Palestiniens lui demandant de se retirer de la conférence anti-BDS où il devait intervenir comme invité avec un éminent leader d'un mouvement de colons d'Israël.

Faaborg-Andersen réitère aussi l'opposition verbale de l'UE aux colonies, déclarant qu'elles sont « illégales au regard du droit internationale et un obstacle au processus de paix ».

Mais sa promotion active des produits des colonies est dans le prolongement de la politique de l'UE de saborder toute mesure visant à rendre Israël responsable et à apporter un changement à des réalités auxquelles l'UE prétend s'opposer.

Réagissant aux propos de Faaborg-Andersen, Mahmoud Nawajaa, porte-parole du Comité national palestinien du BDS (le BNC), déclare : « L'Union européenne a une nouvelle fois abandonné sa propre politique par laquelle elle considère illégales les colonies israéliennes ».

« Cette complicité éhontée de l'UE dans la protection et le maintien du régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, confirme qu'il faut absolument intensifier les campagnes BDS de terrain et des sociétés civiles contre ce régime, et aussi contre les entreprises et institutions impliquées dans ses violations des droits de l'homme », ajoute Nawajaa. « Comme ce fut le cas lors de la lutte contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, quand les gouvernements sont incapables de faire respecter la justice, alors les citoyens doivent agir ».

Nawajaa critique également un autre acte de complicité de la part de l'UE, le refus de gouvernements de ses États-membres, la semaine dernière, de soutenir une résolution du Conseil des

droits de l'homme des Nations-Unies visant à créer une base de données sur les entreprises qui font du commerce dans les colonies d'Israël.

La résolution a néanmoins été votée avec 32 voix pour et 15 abstentions.

Complicité dans les crimes de guerre

En promouvant les produits des colonies, Faaborg-Andersen, de l'UE, se fait un soutien actif des violations des droits de l'homme.

Dans un rapport qui fait date, Human Rights Watch a récemment demandé à toutes les entreprises de mettre fin totalement à leurs activités professionnelles dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.

« Les entreprises des colonies contribuent inévitablement à la politique israélienne qui dépossède et discrimine durement les Palestiniens, tout en profitant des vols par Israël de la terre des Palestiniens et de leurs autres ressources », affirme Arvind Ganesan, directeur de la division Entreprises et Droits de l'homme de ce groupe basé à New York. *« La seule façon pour les entreprises de se conformer aux responsabilités qui sont les leurs en matière des droits de l'homme est d'arrêter de travailler avec et dans les colonies israéliennes ».*

Faaborg-Andersen semble également appliquer la politique de l'UE qui consiste à dire une chose, mais à en faire une autre.

En février, le gouvernement français, qui lui aussi prétend s'opposer fermement aux colonies israéliennes, a conclu un partenariat avec une chaîne de supermarchés qui fait des bénéfices dans les colonies, afin de promouvoir les produits

français à l'intérieur des colonies israéliennes.

« L'Europe se rend complice des violations graves par Israël du droit international, et notamment de ses crimes de guerre, en continuant tant son commerce militaire florissant et sa recherche militaire conjointe avec Israël, que son importation des produits des colonies qui résultent du vol par Israël de la terre et des ressources des Palestiniens, une politique à laquelle l'UE dit s'opposer », souligne Nawajaa du BNC. « L'UE a même refusé de suspendre l'accord de libre-échange UE-Israël et ce, en dépit des violations persistantes par Israël de sa clause relative aux droits de l'homme ».

Liberté d'expression

L'envoyé de l'UE s'est fait également l'allié des efforts d'Israël visant à écraser le mouvement BDS, en démentant que la récente décision de l'UE, qui exige des étiquettes exactes quant à l'origine des produits des colonies, constitue un boycott.

« Quand on combat le BDS, il est important de garder le sens des proportions et de veiller à ne pas donner au BDS une plate-forme supplémentaire à travers nos efforts pour le combattre », dit Faaborg-Andersen, tel que rapporté par The Jerusalem Post.

« Il existe une grande, grande différence entre la critique légitime de la politique d'Israël, et le BDS » déclare-t-il.

En déniaient toute légitimité au BDS, Faaborg-Andersen semble approuver les mesures de répression prises par certains gouvernements européens contre leurs citoyens engagés dans le mouvement pour les droits des Palestiniens.

Cependant, ceux qui sont pour la liberté d'expression quand il s'agit de la Palestine ont trouvé un allié inattendu en la personne de l'ambassadeur US en Israël, Dan Shapiro.

Dans son intervention, Shapiro dénonce le mouvement BDS et révèle : « *Nos efforts pour combattre les boycotts sont une question récurrente dans les discussions de travail bilatérales et de haut niveau avec le gouvernement d'Israël* ».

« *Il est vrai qu'il y a des voix aux États-Unis, sur les campus universitaires et ailleurs, qui font la promotion de la campagne BDS contre Israël* » dit Shapiro. « *Et dans notre démocratie, leur droit à la liberté d'expression ne peut être réduit* ».

« *Mais aucun citoyen américain ne doit avoir le moindre doute que la politique du gouvernement US est de s'opposer de façon résolue à de telles initiatives* », ajoute l'ambassadeur.

Source: <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israeli-settlement-goods-welcome-europe-says-eu-envoy>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE